

### **III. Blanqui emprisonné**

avril 1849 – août 1859

*Condamné à dix ans de prison par la Haute Cour de Bourges le 2 avril 1849, Blanqui est emprisonné à Doullens (Somme) d'avril 1849 à octobre 1850, puis, avec les autres détenus politiques, à Belle-Île-en-Mer. À Doullens, Blanqui lit et travaille beaucoup grâce aux livres qu'on lui envoie. Il a le droit de correspondre, mais quand, en octobre 1849, une nouvelle revue parisienne annonce sa collaboration, ordre est donné de ne plus laisser sortir aucun écrit et la cellule est fouillée de fond en comble. Les écrits de cette période n'ont pas fait l'objet d'études systématiques : elles montreraient sans doute que la réflexion théorique du prisonnier se poursuit sans faiblir. À la question « Mais que se passera-t-il après l'insurrection et la victoire sur la réaction ? », Blanqui surprend : la révolution a un pouvoir créateur auquel il faut laisser libre cours et devant lequel le révolutionnaire s'efface.*

### **Sur la révolution**

1850

Une révolution détermine dans le corps social un travail instantané de réorganisation semblable aux combinaisons tumultueuses des éléments d'un corps dissous qui tendent à se recomposer en une forme nouvelle. Ce travail ne peut commencer tant qu'un souffle de vie anime encore la vieille agrégation. Ainsi, les idées reconstitutives de la société ne prendront jamais corps aussi longtemps qu'un cataclysme, frappant de mort la vieille société décrépite, n'aura pas mis en liberté les éléments captifs dont la fermentation spontanée et rapide doit organiser le monde nouveau.

Toutes les puissances de la pensée, toutes les tensions de l'intelligence ne sauraient anticiper ce phénomène créateur qui n'éclate qu'à un moment donné. On peut

## Maintenant, il faut des armes

préparer le berceau, mais non mettre au jour l'être attendu.

Jusqu'à l'instant de la mort et de la renaissance, les doctrines, bases de la société future, restent à l'état de vagues aspirations, d'aperçus lointains et vaporeux. C'est comme une silhouette indéfinie et flottante à l'horizon dont les efforts de la vie humaine ne peuvent arrêter ni saisir le contour.

Il vient aussi une heure, dans les temps de la rénovation, où la discussion épuisée ne saurait plus avancer d'un pas vers l'avenir. En vain elle se fatigue à lever une barrière infranchissable à la pensée, une barrière que la main seule de la révolution pourra briser. C'est le mystère de l'existence future dont le voile impénétrable aux survivants tombe de lui-même devant la mort.

Qu'on démolisse la vieille société : on trouvera la nouvelle sous les décombres ; le dernier coup de pioche l'amènera au jour triomphante.

*À la prison de Belle-Île, qui regroupe 250 prisonniers politiques, la querelle entre les partisans de Blanqui et ceux de Barbès prend rapidement une tournure violente. Barbès accuse toujours son compagnon d'infortune de délation depuis la publication du document Taschereau. Pour Blanqui, Barbès fait partie de ceux qui avaient soutenu le gouvernement provisoire et ne mérite pas le titre de socialiste révolutionnaire.*

*Quand Barthélemy lui demande de rédiger un toast pour les réfugiés de Londres qui se sont mis d'accord pour fêter le troisième anniversaire de Février, toutes tendances confondues, Blanqui se met en colère. Il rédige une réponse sur le vif, piqué par le fait qu'on puisse faire la moindre alliance avec les anciens membres du gouvernement provisoire « qui a tué la révolution ». Sa lettre, simple mise en garde pour les partisans de Londres et non destinée à être lue en public, est cependant soumise par Barthélemy au comité d'organisation qui, par 7 voix contre 6, en repousse la lecture publique le jour du banquet.*

*Comme les protestations s'enchaînent dans la presse réactionnaire, Blanqui écrit ensuite un article pour revendiquer ses mises en garde et confirmer la nécessité d'une rupture sans condition avec les socialistes modérés et réformistes.*

## Avis au peuple

Toast du 25 février 1851

Quel écueil menace la révolution de demain ? L'écueil où s'est brisée celle d'hier, la déplorable popularité de bourgeois déguisés en tribuns.

Ledru-Rollin, Louis Blanc, Crémieux, Marie, Lamartine, Garnier-Pagès, Dupont (de l'Eure), Flocon, Albert, Arago, Marrast ! Liste funèbre ! noms sinistres écrits

en caractères sanglants sur tous les pavés de l'Europe démocratique.

C'est le gouvernement provisoire qui a tué la révolution ! C'est sur sa tête que doit retomber la responsabilité de tous les désastres, le sang de tant de milliers de victimes. La réaction n'a fait que son métier en égorgeant la démocratie. Le crime est aux traîtres que le peuple confiant avait acceptés pour guides et qui ont livré le peuple à la réaction.

Misérable gouvernement ! Malgré les cris, les prières, il lance l'impôt de quarante-cinq centimes qui soulève les campagnes désespérées. Il maintient les états-majors royalistes, la magistrature royaliste, les lois royalistes. Trahison ! Il court sus aux ouvriers de Paris le 16 avril, il emprisonne ceux de Limoges, il mitraille ceux de Rouen le 27 ; il déchaîne tous leurs bourreaux, il berne et traque tous les sincères républicains. Trahison ! Trahison ! À lui, à lui seul le fardeau terrible de toutes les calamités qui ont presque anéanti la révolution !

Oh ! ce sont là de grands coupables, et entre tous, les plus coupables, ceux en qui le peuple, trompé par des phrases de tribun, voyait son épée et son bouclier, ceux qu'il proclamait avec enthousiasme arbitres de son avenir. Malheur à nous si, au jour du prochain triomphe populaire, l'indulgence oublieuse des masses laissait remonter au pouvoir un de ces hommes qui ont forfait à leur mandat ! Une seconde fois c'en sera fait de la révolution ! Que les travailleurs aient sans cesse devant les yeux cette liste de noms mandats, et si un seul, oui, un seul apparaissait jamais dans un gouvernement sorti de l'insurrection, qu'ils crient tout d'une voix : Trahison ! Discours, sermons, programmes ne seraient encore que piperies et mensonges ; les mêmes jongleurs ne reviennent ici que pour exécuter le même tour avec la même gibecière ; ils formeraient le même anneau d'une nouvelle chaîne de réactions plus furieuses. Sur eux, anathème et

vengeance, s'ils osaient apparaître ! Honte et pitié sur la foule imbécile qui retomberait dans leurs filets !

Ce n'est pas assez que les escamoteurs de Février soient à jamais repoussés de l'Hôtel de Ville, il faut se prémunir contre de nouveaux traîtres.

Traîtres seraient les gouvernants qui, élevés sur le pavois prolétaire, ne feraient pas opérer à l'instant même : 1) le désarmement général des gardes bourgeoises ; 2) l'armement et l'organisation en milice nationale de tous les ouvriers. Sans doute il est bien d'autres mesures indispensables ; mais elles sortiront naturellement de ce premier acte, qui est la garantie préalable, l'unique gage de sécurité pour le peuple. Il ne doit pas rester un fusil aux mains de la bourgeoisie. Hors de là, point de salut !

Les doctrines diverses qui se disputent aujourd'hui les sympathies des masses pourront un jour réaliser leurs promesses d'amélioration et de bien-être, mais à la condition de ne pas abandonner la proie pour l'ombre. Elles n'aboutiraient qu'à un lamentable avortement si le peuple, dans un engouement exclusif pour les théories, négligeait le seul élément pratique assuré, la force ! Les armes et l'organisation, voilà l'élément décisif du progrès, le moyen sérieux d'en finir avec la misère ! Qui a du fer, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaie les cohues désarmées. La France hérissée de travailleurs en armes, c'est l'avènement du socialisme. En présence des prolétaires armés, obstacles, résistances, impossibilités, tout disparaîtra.

Mais pour les prolétaires qui se laissent amuser par des promenades ridicules dans les rues, par des plantations d'arbres de liberté, par des phrases sonores d'avocats, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille, de la misère toujours !

Que le peuple choisisse.

Prison de Belle-Île-en-Mer, 10 février 1851.

**À propos des clameurs contre l'*Avis au peuple***

Avril 1851

Oui, les journaux ont raison : c'est le langage d'avant le 15 mai, ce sont les redites du club Blanqui, les bribes de ses discours, et le hurra unanime que soulève cette simple réapparition des idées d'alors montre tout l'espace dont la révolution a reculé. Ce sont ces idées qui avaient ameuté toutes les nuances de la réaction depuis Henri V jusqu'à Louis Blanc ; ce sont ces idées qu'on poursuivait par la calomnie, par la violence, par les cris de mort, qui provoquaient la colère du gouvernement provisoire, ses intrigues de police, ses mandats d'arrêt. Elles ont succombé sous le nombre et, avec elles, la démocratie ; leur défaite a ouvert la brèche au flot de la réaction qui monte encore. Combien de fois, dans les rangs populaires, on s'est écrié : « Blanqui avait raison ! » Que d'hommes convertis par les enseignements de l'expérience ont rapporté leur souvenir sur cette justesse de prévision, sur ce don de seconde vue qui l'avait, en quelque sorte, illuminé au milieu de l'aveuglement universel ! On a répété souvent : « Il l'avait bien dit ! » et ce détrompement tardif, cette expression de regret et de repentir était une réhabilitation, une amende honorable.

Mais voici que le prophète reprend la parole. Est-ce pour montrer un horizon inconnu, pour révéler un monde nouveau ? Non, c'est pour remâcher les prédications de son club. Tous les journaux les publient. À la veille peut-être des mêmes déceptions, il vient répéter ses avertissements. Aux périls qui menacent de renaître identiques, il oppose son cri d'alarme : « Prolétaires, garde à vous ! » Et aussitôt, au sein des mêmes factions, s'élève le vieux concert d'anathèmes qui dévouent sa tête aux furies.

On veut donc recommencer 48 ! Il n'y a donc rien de changé, ni dans les intentions, ni dans les actes !

Il n'y a que des programmes, c'est-à-dire des mensonges de plus, une nouvelle mystification, prélude d'une nouvelle apostasie. Ceux qui rééditent contre la sentinelle populaire leurs imprécations de 48, ceux-là préparent une réédition des premières tromperies, et à l'instant ils retrouvent leurs vieux complices dans les intéressés de toutes couleurs, et leur dupe ordinaire dans ce peuple, toujours bafoué mais toujours crédule, parce qu'il est toujours ignorant et malheureux. La coalition se reforme et se lève comme un seul homme.

« Allons-nous revoir les scènes de Février ? – Non, non ! » répondent en chœur les fripons et les dupes. La leçon a porté ses fruits : le peuple voit clair ; il a maintenant des formules, des programmes, phares des prochaines tempêtes, faux sauveurs qui le conduisent au port.

Dites plutôt feux follets de perdition qui vont le rejeter sur les brisants.

Parlons-en un peu, de ces recettes, de ces panacées, qui s'étalent dans les colonnes de la presse, grande et petite ! Parlons un peu du gouvernement du peuple par le peuple et de toutes ces balivernes, fantaisies de la parade que le pauvre travailleur prend au sérieux et dont les acteurs pouffent de rire dans la coulisse.

À l'indifférence et au dédain qui accueillent ces beaux chefs-d'œuvre, nos seigneurs et maîtres, si jaloux de leurs privilèges, si ombrageux pour leur domination, comment le prolétaire ne voit-il pas que ces prétendus évangiles ne sont que des prospectus de charlatans ? Des programmes ? A-t-on perdu si vite la mémoire des harangues de MM. Ledru-Rollin et Louis Blanc avant Février ? Est-ce que dans les banquets de Lille, Dijon, Châlons, les journaux n'avaient pas formulé, par la bouche de ces tribuns, le code magnifique de l'Égalité que devait inaugurer le lendemain

de la révolution ? Que sont devenus ces solennels engagements ?

On ignore la comédie des programmes ; voici comment elle se joue : en montant à l'Hôtel de Ville, on les jette au coin de la borne ; et le jour où l'on redescend les escaliers sous les coups de pied du royalisme, la botte du royalisme dans les reins, on ramasse dans le ruisseau ces lambeaux souillés ; on les essuie, on les défripe, on les retape, on les rajuste, on les promène à grand orchestre devant la foule ébahie. Qu'importe à la réaction ? Elle connaît trop la valeur de ces chiffons de papier pour en prendre souci. Elle sait d'où ils viennent et où ils retournent à un moment donné. Elle laisse tranquillement les saltimbanques en faire étalage sur les champs de foire pour la mystification des badauds.

Mais qu'un homme sincère, laissant là ce mirage fantastique des programmes, ces brouillards du royaume d'Utopie, sorte du roman pour rentrer dans la réalité, qu'il prononce une parole sérieuse et pratique : « Désarmer la bourgeoisie, armer le peuple, c'est la première nécessité, le seul gage de salut de la révolution. » Oh ! alors l'indifférence s'évanouit ; un long hurlement de fureur retentit d'un bout de la France à l'autre. On crie au sacrilège, au parricide, à l'hydrophobe. On ameute, on déchaîne les colères sur cet homme, on le voue aux dieux infernaux pour avoir épelé modestement les premiers mots du sens commun.

Eh quoi ! A-t-on oublié le drame de Juin ? A-t-on oublié [Paris fouillé tout entier de la cave au grenier], Paris désarmé, garrotté, bâillonné, frémissant, se tortant sous l'outrage que lui avaient épargné les hordes étrangères, maîtresses de ses murs ! Quoi ! une once de poudre, la poignée d'un sabre, la crosse d'un pistolet trouvées dans la pauvre mansarde d'un ouvrier, envoient ce malheureux pourrir au fond des cachots !

Et, victorieux, vous hésitez ! Vous reculez devant le désarmement d'une caste implacable qui ne procède avec le peuple que par extermination !

Le prestige de sa longue puissance vous en impose, et le souvenir de ses violences assure son inviolabilité. Allez, race d'esclaves, qui n'osez lever les yeux ni la main sur vos tyrans ! Rebelles d'un jour, repentants et prosternés le lendemain, restez accroupis dans votre misère et votre servitude ! Ne tentez pas de briser vos chaînes ! Il vous faudrait les ressouder de vos propres mains. Ne faites plus de révolutions pour vous sauver du moins de la honte d'en demander pardon à genoux.

*Maillard, pendant les premiers mois de la révolution de Février, avait fondé sa propre société, le Club républicain du V<sup>e</sup>, dont la majorité des membres faisaient partie de la Société des Droits de l'homme, dirigée entre autres par Barbès, Huber et Lebon. Maillard espérait entraîner les boutiquiers et les ouvriers du quartier de la rue Saint-Denis dans la voie du socialisme. En 1848, c'était un « républicain de la veille », mais il avait surtout côtoyé les théories pacifiques de Buchez puis de Leroux. Sa participation aux journées de Juin lui avait valu d'être transporté en Afrique. Évadé, il avait gagné Barcelone où se trouvaient de nombreux proscrits républicains. De là, il fait parvenir plusieurs lettres à Blanqui sur les causes de l'échec de la révolution de Février. Devant cette insistance, Blanqui finit par répondre et sa lettre circule ensuite dans les milieux révolutionnaires.*

### **Lettre à Maillard**

Belle-Île, 6 juin 1852

Je ne me suis pas pressé pour vous répondre, mon cher citoyen, dans la crainte de blesser vos opinions qui ne sont pas toujours les miennes, du moins en apparence, mais vous insistez, vous semblez même attribuer mon silence à des motifs de mécontentement personnel. Je ne veux pas laisser votre imagination courir les champs et je vous dirai mon avis, puisque vous y tenez. Nous sommes d'accord sur le point capital, je veux dire les moyens pratiques qui, en définitive, sont toute la révolution. Mais les moyens pratiques se déduisent des principes et dépendent aussi de l'appréciation des hommes et des choses. Ici, nous différons. Vous accusez de l'avortement de Février les chefs d'école : les peureux, les philosophes, les avocats, les divisions du parti.

De toutes ces causes, je n'en admetts qu'une seule, les avocats, non point en qualité d'avocats, mais comme fraction assez notable de cette tourbe d'intrigants qui ont dévoré la République et, ne pouvant la digérer, n'ont pas tardé à la rendre par haut et par bas. Les renégats, soyez-en convaincu, ne prétendaient rien changer, rien détruire ; bien au contraire, ils n'avaient qu'un but, qu'un désir, *conserver*, conserver les places. Vous les croyez plus bêtes qu'ils ne sont. C'est l'erreur générale. On accuse leur intelligence plutôt que leurs intentions, et c'est ainsi qu'on leur aplanit tout doucement la voie pour un nouveau tour de passe-passe. Comment croire que des gens rompus à toutes les roueries de la politique vont se tromper si grossièrement sur l'abc du métier ? S'ils n'ont pas fait de la révolution, c'est qu'ils n'en voulaient pas faire. Leur trahison s'est trouvée une ineptie, voilà tout. Ils tenaient enfin la queue de la poêle ; ils ont voulu frire à leur tour. Leur sottise a été d'imaginer qu'ils frirait longtemps. Mais c'est l'incurable infirmité des pouvoirs. Ils se croient tous immortels.

Rayez du catalogue des coupables les peureux – personne n'a eu peur en Février, si ce n'est de perdre sa part dans la curée ! Les philosophes – ils sont bien innocents de nos désastres et, d'ailleurs, c'est aujourd'hui plus que jamais qu'il faut être philosophe ; les chefs d'école – les accusations dirigées contre eux sont une des perfidies de la faction des intrigants. Qu'est-ce donc que les chefs d'école ? Les auteurs, ou du moins les tenants principaux des diverses théories sociales qui se proposent de reconstituer le monde sur la base de la justice et de l'égalité. Le socialisme, c'est la croyance à l'ordre nouveau qui doit sortir du creuset de ces doctrines. Elles se combattent sans doute sur bien des points, mais elles poursuivent le même but, elles ont les mêmes aspirations ; elles s'accordent sur les questions essentielles et déjà, de leurs

efforts, il est sorti une résultante qui, sans être encore bien déterminée, a cependant saisi l'esprit des masses, est devenue leur foi, leur espérance, leur étendard. Le socialisme est l'étincelle électrique qui parcourt et secoue les populations. Elles ne s'agitent, ne s'enflamment qu'au souffle brûlant de ces doctrines, aujourd'hui l'effroi des intrigants et bientôt, je l'espère, le tombeau de l'égoïsme. Les chefs d'école tant maudits sont en définitive les premiers révolutionnaires, comme propagateurs de ces idées puissantes qui ont le privilège de passionner le peuple et de le jeter dans les tempêtes. Ne vous y trompez pas, le socialisme, c'est la révolution. Elle n'est que là. Supprimez le socialisme, la flamme populaire s'éteint, le silence et les ténèbres se font sur toute l'Europe.

Vous déplorez la division de la démocratie. Si par là vous entendez les haines personnelles, les jalousies, les rivalités d'ambition, je me joins à vous pour les flétrir, elles sont un des fléaux de notre cause ; mais remarquez que ce n'est pas une plaie spéciale au parti : nos adversaires de toutes couleurs en souffrent comme nous. Elles n'éclatent plus bruyamment dans nos rangs que par suite du caractère plus expansif, des mœurs plus ouvertes du monde démocratique. Ces luttes individuelles, d'ailleurs, tiennent à l'infirmité humaine ; il faut s'y résigner et prendre les hommes tels qu'ils sont. S'emporter contre un défaut de nature, c'est de la puérité, sinon de la sottise. Les esprits fermes savent naviguer au travers de ces obstacles qu'il n'est donné à personne de supprimer, et qu'il est possible à tous d'éviter ou de franchir. Sachons donc nous plier à la nécessité et, tout en déplorant le mal, n'en laisser ralentir notre marche. Je le répète, l'homme vraiment politique ne tient pas compte de ces entraves et va droit devant lui, sans s'inquiéter autrement des cailloux qui sèment la route. Aussi les récriminations dont vous

me parlez entre les diverses écoles, si toutefois vous n'y attachez pas trop d'importance, me paraissent aussi misérables que burlesques. Proudhoniens et communistes sont également ridicules dans leurs diatribes réciproques, et ils ne comprennent pas l'utilité immense de la diversité dans les doctrines. Chaque nuance, chaque école a sa mission à remplir, sa partie à jouer dans le grand drame révolutionnaire et si cette multiplicité des systèmes vous semblait funeste, vous méconnaîtriez la plus irrécusable des vérités : « La lumière ne jaillit que de la discussion. » Ces débats théoriques, cet antagonisme des écoles sont la plus grande force du parti républicain ; c'est ce qui constitue sa supériorité sur les autres partis, frappés d'immobilisme et pétrifiés dans leur vieille forme immuable. Nous sommes un parti vivant, nous ; nous avons le mouvement, l'âge, la vie. Les autres ne sont que des cadavres. Plaiguez-vous donc de vivre en chair et en os, au lieu d'être une statue de pierre, couchée sur un vieux tombeau !

Venons aux professions de foi : vous vous dites *républicain révolutionnaire*. Prenez garde de vous payer de mots et d'être dupe. C'est précisément ce titre de *républicain révolutionnaire* qu'affectent de prendre les hommes qui ne sont ni *révolutionnaires*, ni peut-être même *républicains*, les hommes qui ont trahi, perdu, et la révolution et la république. Ils le prennent en opposition à celui de socialiste, qu'ils excommunient, et dont ils n'hésitaient pas à s'affubler cependant lorsque le vent populaire soufflait de ce côté et que le socialisme paraissait à la veille de son triomphe. Ils l'ont renié depuis, renié et conspué, lorsque nos défaites ont abattu son drapeau. Je me rappelle le temps où Ledru-Rollin se prétendait plus socialiste que Proudhon ou Cabet, et se posait en Don Quichotte du socialisme. Ce temps est loin. Nous avons perdu une série de batailles qui ont chassé des premiers

plans de la scène les doctrines avancées. Aujourd'hui, Ledru-Rollin et ses amis lancent l'anathème au socialisme et lui imputent tous nos malheurs. C'est un mensonge et une lâcheté.

Vous me dites : je ne suis ni *bourgeois*, ni *prolétaire*, je suis un *démocrate*. Gare les mots sans définition, c'est l'instrument favori des intrigants. Je sais bien ce que vous êtes, je le vois clairement par quelques passages de votre lettre. Mais vous mettez sur votre opinion une étiquette fausse, une étiquette empruntée à la phraséologie des escamoteurs, ce qui ne m'empêche pas de démêler parfaitement que vous et moi avons les mêmes idées, les mêmes vues, forts peu conformes à celles des intrigants. Ce sont eux qui ont inventé ce bel aphorisme : ni *prolétaire*, ni *bourgeois* mais *démocrate* ! Qu'est-ce donc qu'un *démocrate*, je vous prie ? C'est là un mot vague, banal, sans acception précise, un mot en caoutchouc. Quelle opinion ne parviendrait pas à se loger sous cette enseigne ? Tout le monde se prétend *démocrate*, surtout les aristocrates. Ne savez-vous pas que M. Guizot est démocrate ? Les roués se complaisent dans ce vague qui fait leur compte ; ils ont horreur des points sur les i. Voilà pourquoi ils proscrivent les termes *prolétaires* et *bourgeois*. Ceux-là ont un sens clair et net ; ils disent catégoriquement les choses. C'est ce qui déplaît. On les repousse comme provocateurs de la guerre civile. Cette raison ne suffit-elle pas pour vous ouvrir les yeux ? Qu'est-ce donc que nous sommes contraints de faire depuis si longtemps, sinon la guerre civile ? Et contre qui ? Ah ! Voilà précisément la question qu'on s'efforce d'embrouiller par l'obscurité des mots ; car il s'agit d'empêcher que les deux drapeaux ennemis ne se posent carrément en face l'un de l'autre afin d'escroquer, après le combat, au drapeau victorieux les bénéfices de la victoire et de permettre aux vaincus de se retrouver

tout doucement les vainqueurs. On ne veut pas que les deux camps adverses s'appellent de leurs vrais noms : *prolétariat*, *bourgeoisie*. Cependant, ils n'en ont pas d'autre.

N'est-il pas vrai qu'il existe dans la nation une certaine classe, moins bien définie si l'on veut que la noblesse et le clergé, mais pourtant très distincte et parfaitement connue de tout le monde par ce nom : classe bourgeoise ? Elle comprend la plupart des individus possédant une certaine somme d'aisance et d'instruction : financiers, négociants, propriétaires, avocats, médecins, gens de loi, fonctionnaires, rentiers, tous gens vivant de leurs revenus ou de l'exploitation des travailleurs. Joignez-y un assez bon nombre de campagnards qui ont de la fortune mais point d'éducation, et vous atteindrez un chiffre maximum de quatre millions d'individus peut-être. Restent trente-deux millions de prolétaires, sans propriété, ou du moins sans propriétés sérieuses, et ne vivant que du maigre produit de leurs bras. C'est entre ces deux classes que se livre la guerre acharnée, dont les chances vous ont jeté en Espagne et moi à Belle-Île. Sous quel drapeau combattions-nous, je vous prie, si ce n'est sous le drapeau du prolétariat ? Cependant par ma famille, par mon éducation, je suis un bourgeois et vous aussi peut-être. C'est que, grâce au ciel, il y a beaucoup de bourgeois dans le camp prolétaire. Ce sont eux qui en font même la principale force, ou du moins la plus persistante. Ils lui apportent un contingent de lumières que le peuple malheureusement ne peut encore fournir. Ce sont des bourgeois qui ont levé les premiers le drapeau du prolétariat, qui ont formulé les doctrines égalitaires, qui les propagent, qui les maintiennent, les relèvent après leur chute. Partout, ce sont les bourgeois qui conduisent le peuple dans ses batailles contre la bourgeoisie. Voilà justement ce qui a permis aux roués d'accréditer leur

astucieux axiome : ni *bourgeois* ni *prolétaire* mais *démocrate* ! Quoi ! parce que nombre d'habits figurent dans le camp des blouses et que bien plus de blouses encore combattent à la solde des habits, s'en suit-il que la lutte ne soit pas entre la masse bourgeoise d'une part et la masse prolétaire de l'autre, c'est-à-dire entre le Revenu et le Salaire, entre le Capital et le Travail ? Mais beaucoup de nobles et de prêtres avaient pris fait et cause pour la première Révolution ; faut-il en conclure que la Révolution n'était pas dirigée contre le clergé et la noblesse ? Qui oserait soutenir une telle absurdité ? Le malheur de notre parti, c'est que l'alliance de la plupart des bourgeois avec les travailleurs n'est pas sincère. L'ambition, la cupidité les poussent dans le camp des prolétaires soulevés contre l'oppression. Ils se placent à leur tête, les mènent à l'assaut du gouvernement, s'en emparent, s'y installent, s'y retranchent et, dès ce moment transformés en conservateurs, se retournent contre ce pauvre peuple qui perd la tramontane en voyant ses généraux de la veille devenus ses fustigateurs du lendemain.

Cette mystification, toujours renouvelée avec le même succès, date de 1789. La classe moyenne lance le peuple contre la noblesse et le clergé, les met par terre et prend leur place. Tout lui a paru légitime pour emporter l'héritage des castes déchues ; tout lui a paru légitime ensuite pour le conserver et maintenir son nouveau joug sur les épaules du prolétariat qui se rebiffe. À peine l'Ancien Régime abattu par l'effort commun, la lutte commence entre les deux alliés vainqueurs, la bourgeoisie et le prolétariat. Elle en est revenue aujourd'hui juste au point de 1789. Lire l'histoire de la première Révolution, c'est lire l'histoire du jour. Similitude complète ; mêmes mots, même terrain, mêmes épithètes, mêmes péripéties,

c'est un calque exact. Seulement, l'expérience a mieux profité à la bourgeoisie qu'au prolétariat. Vous retrouverez aujourd'hui les hommes d'alors, ces prétendus amis du peuple, qui entendent simplement prendre la place des exploités chassés. Nos soi-disant Montagnards, Ledru-Rollin en tête, sont des Girondins, copies fidèles de leurs devanciers. Ils ont adopté, il est vrai, la devise et la bannière de l'ancienne Montagne ; ils ne jurent que par Robespierre et les Jacobins. Mais il le faut bien. Comment tromper sans cela ? C'est la ruse habituelle des intrigants d'arborer le drapeau populaire. Les masses sont confiantes et crédules, elles se laissent prendre aux grosses paroles et aux grands gestes. On cherche aujourd'hui à leur en imposer et à les fourvoyer en même temps par des banalités ronflantes telles que : *républicains ! révolutionnaires ! démocrates !* Mais on repousse avec emportement les termes précis qui tranchent et expliquent la situation : *bourgeois ! prolétaires !* Ne vous y laissez pas prendre. Soyez de votre camp et mettez votre cocarde. Vous êtes prolétaire, parce que vous voulez l'égalité réelle entre les citoyens, le renversement de toutes les castes et de toutes les tyrannies. Que doit être la révolution ? L'anéantissement de l'ordre actuel, fondé sur l'inégalité et l'exploitation, la ruine des oppresseurs, la délivrance du peuple du joug des riches. Eh bien ! les soi-disant républicains-révolutionnaires ou démocrates ne veulent rien de cela. Ils l'ont prouvé en Février. Ne croyez pas qu'alors ils n'aient pas *su* renverser ; ils ne l'ont pas *voulu* ils ne le veulent pas davantage à présent, ils se moquent de nous, ce sont des égoïstes prêts à se jeter sur une nouvelle curée et à crier encore : ôte-toi de là que je m'y mette ! Les imbéciles ! ils perdraient une dernière fois et pour toujours la révolution. Car, vous le voyez, chaque avortement entraîne une réaction plus terrible. Au surplus, vous avez vu tout ce monde à l'œuvre depuis

quatre ans, jugez de l'avenir par le passé. Le sage ne doit pas faire autrement.

Je ne suis, dites-vous, ni Français, ni Espagnol, je suis *cosmopolite*. Ah ! très bien, moi aussi, mais gare encore la mystification ! Dans votre enthousiasme cosmopolite, vous venez précisément d'envoyer votre adhésion à l'homme le moins cosmopolite et le plus égoïsment national de toute l'Europe, à Mazzini. Connaissez-vous Mazzini ? Non, certes ! C'est un charlatan, un arrogant, un ambitieux et même pis que tout cela, vous le voyez s'ériger en dictateur de la démocratie européenne, en champion de la révolution universelle. Eh bien ! c'est un révolutionnaire de la force de Thiers, à peu près. Savez-vous ce qu'il veut ? Une seule chose : reconstituer la nationalité italienne, faire de l'Italie une puissance de premier ordre, dont il serait le chef, bien entendu ; établir la suprématie de cette puissance, lui créer une armée permanente, une marine, un budget, en un mot tous les éléments de force ou d'oppression des gouvernements actuels, puis parler haut dans les conseils de la diplomatie et surtout abaisser la France, la poursuivre, la traquer, la mettre au banc de l'Europe, la précipiter de sa splendeur matérielle et morale. Cet homme a deux passions : la soif de l'unité italienne, la haine de la France.

Après la catastrophe de Décembre<sup>1</sup>, certes, le moment était venu de l'union, de l'oubli, de la concorde ; le moment était venu de se serrer en faisceau contre l'ennemi commun, en faisant trêve aux vieilles dissensions. Mais non ! Mazzini hait la France, il abhorre le socialisme, il ne peut perdre une si belle occasion

d'insulter l'une, d'écraser l'autre, et d'assouvir ainsi sa propre haine. Déblayer le terrain des idées qui le gênent, amener contre la France le mépris des peuples : il n'a point failli à cette mission, il a détaché à notre partie le coup de pied de l'âne.

Comment lire sans un mélange d'indignation et de pitié ce torrent d'invectives odieuses et ridicules contre les idées sociales ? Croira-t-on qu'un homme ait pu, sans soulever des huées universelles, accuser le socialisme de la défaite de Décembre ! Quelle impudence chez le charlatan ! Quelle imbécillité chez le public ! Comment ! C'est Pierre Leroux, Louis Blanc et Cabet qui ont perdu ou fait perdre la bataille de 1851 ! Si, dans la Nièvre, l'Allier, la Saône-et-Loire, le Jura, la Drôme, l'Ardèche, le Var, l'Hérault, le Gard, le Gers, le Lot-et-Garonne, etc., des milliers d'hommes armés ont fui devant le tricorne du gendarme ou le pompon d'un Jeanjean, c'est la faute du socialisme ! Quelle moquerie ! Et cela se débite impunément au nez de l'Europe ! Le crime ici est aux accusateurs, l'honneur à l'accusé ! C'est le socialisme qui avait levé ces populations ; ce sont les chefs politiques qui n'ont pas su les mettre en œuvre. Que faisaient à Londres, en Suisse et ailleurs, MM. Ledru-Rollin et compagnie, pendant les douze mortels jours de la lutte ? Pourquoi ne sont-ils pas accourus sur le champ de bataille jeter dans la balance le poids de leur nom et de leur immense popularité ? Leur présence aurait rallié ces masses abandonnées, sans direction, raffermi les courages, démoralisé l'armée et conquis la victoire. Mais non ! ces messieurs, en vrais prétendants, attendaient majestueusement à Londres que le peuple, vainqueur sans eux, vînt humblement déposer à leurs augustes pieds son triomphe et sa puissance. Le socialisme a rempli sa mission et accompli son rôle. Les hommes ont manqué au leur. Si, par hasard, il s'était rencontré une tête vigoureuse pour maintenir ces masses,

---

1. Allusion au coup d'État du  
2 décembre 1851.

les organiser, les conduire à l'ennemi, lui aurait-on demandé par hasard la nuance de son opinion ?

Quelles inepties que les tirades de ce Mazzini ! Le mouvement de Décembre a échoué par des raisons purement militaires. Il ne s'est trouvé ni généraux ni soldats lorsqu'il a fallu combattre, mais des troupeaux effarés. Comme vous le dites, on n'a vu partout que faiblesse, hésitation, terreur, incapacité, bêtise. Les chefs d'école n'ont rien à revendiquer dans cette déroute. Mazzini soutiendra peut-être que la piteuse figure des insurgés dans cette campagne tient à l'essence même des prédications socialistes, et qu'on ne peut pas puiser le dévouement, le courage dans la religion de l'estomac, dans les doctrines du bien-être matériel, des appétits égoïstes, etc. Mais d'abord, sans le socialisme, personne ne se serait levé du tout, ce qui simplifiait beaucoup les choses. Mazzini oublie que nulle influence au monde ne peut aujourd'hui remuer un bras au prolétaire, si ce n'est l'influence des idées sociales, que le temps du fanatisme religieux est passé, qu'on ne fait plus mouvoir les populations avec des formules creuses, des miracles et des dogmes intelligibles. On dirait vraiment qu'il regrette ces âges de superstition et d'idiotisme, où des masses abruties se levaient à la voix d'un prêtre pour égorger leurs semblables en l'honneur de Jésus et de la Sainte Vierge.

Je ne puis assez m'étonner que vous ayez aperçu la moindre analogie entre mes idées et celles de Mazzini. D'abord, Mazzini n'a aucune espèce d'idées révolutionnaires ou autres, si ce n'est l'indépendance et la prépondérance de l'Italie. Hors de là, rien. Je vous le demande, que nous importe à nous l'indépendance italienne, si elle ne doit pas fonder, en même temps, le régime d'égalité et de fraternité qui est notre seule religion ?

Cet homme veut se servir de nous contre nous-mêmes ; il n'est pas seulement l'ennemi de notre

patrie, il l'est aussi de nos convictions, de notre foi sociale. Il compte implanter dans son pays une exploitation bourgeoise semblable à celle qui soulève notre colère et nos armes depuis vingt-deux ans. Vous croyez peut-être que je le calomnie. Mais lisez donc ses [monitoires], tâchez d'y trouver autre chose que des déclamations vagues et vides, une phraséologie creuse, un parlage sans idées, des espèces de lieux communs démocratiques qui ne disent rien, n'engagent à rien, de grands mots, la foi, le dévouement, la révolution, sans la moindre pensée positive. Thiers, dans l'opposition, pourrait signer ces tartines. Est-ce avec un pareil bourdonnement qu'on soulèverait les masses en France ? Elles n'en sont plus là, Dieu merci. Elles comprennent la révolution comme il faut la comprendre, et comme Maître Mazzini ne la veut pas. On ne s'insurgera plus chez nous pour des phrases creuses, quand même le mot révolution y mugirait d'un bout à l'autre. Les campagnes n'ont commencé à s'ébranler qu'après avoir attaché un sens très positif et très catégorique à ce mot de révolution. Guerre aux châteaux ! À bas les riches ! Mort aux exploités ! Voilà le cri de ralliement des campagnes et leur traduction du mot : socialisme. Ces cris sont l'épouvante de Mazzini et de ses pareils. N'oubliez pas non plus les anathèmes de Kossuth contre le socialisme, en Angleterre, lorsqu'il a eu pris langue et connu le dernier mot des divers partis. Lui ne demande que l'indépendance de la Hongrie, avec le maintien du régime aristocratique et féodal qui la gouverne. Jugez de son goût pour nos doctrines. On nous pendrait, là-bas. La France est bien loin en avant du reste de l'Europe ; elle a franchi les phases qui restent à parcourir pour nos voisins. Le mot de révolution et de révolutionnaire n'a donc pas le même sens dans notre bouche et dans celle de la plupart des étrangers. Presque tous en sont à la guerre des bourgeois contre les rois, les nobles et les prêtres.

Quelques-uns, les Hongrois, les Polonais, ne sont que des aristocrates, en lutte pour leur nationalité, contre des conquérants étrangers. Chez nous, le clergé, la noblesse sont à peu près morts et ont dû se confondre avec la bourgeoisie pour soutenir la guerre en commun contre le prolétariat. Rois, nobles, prêtres, bourgeois sont coalisés contre le peuple des travailleurs. Dans la dernière insurrection, partout, Bonaparte a eu les bourgeois pour auxiliaires de ses troupes. Sans eux, il aurait échoué. Sans doute nombre de bourgeois étaient dans les rangs du peuple, mais ce sont là des exceptions. Elles confirment la règle. La finance, le négoce, la propriété, le barreau ont été partout en masse contre le mouvement. On dit qu'aujourd'hui la bourgeoisie fait la guerre au pouvoir ; mais ce n'est pas pour nos beaux yeux, c'est au profit des Bourbons, aînés ou cadets.

Mazzini déblatère avec fureur contre le matérialisme des doctrines socialistes, contre la préconisation des appétits, l'appel aux intérêts égoïstes ; il foudroie la théorie avilissante et démoralisatrice du bien-être matériel. Or ne voyez-vous pas que ce sont tout simplement des déclamations contre-révolutionnaires ? Qu'est-ce que la révolution, si ce n'est l'amélioration du sort des masses ? Et quelles sottises que ces invectives contre la doctrine des intérêts. Les intérêts d'un individu ne sont rien, mais les intérêts de tout un peuple s'élèvent à la hauteur d'un principe ; ceux de l'humanité entière deviennent une religion.

Est-ce que les peuples agissent jamais pour autre chose que des intérêts ? L'appel à la liberté est aussi un appel à l'égoïsme, car la liberté est un bien matériel et la servitude une souffrance. Combattre pour le pain, c'est-à-dire pour la vie de ses enfants, est une chose plus sainte encore que de combattre pour la liberté. D'ailleurs, les deux intérêts se confondent et n'en font vraiment qu'un seul. La faim, c'est l'esclavage.

Sont-ils libres, cet ouvrier, ce paysan que la misère livre en bêtes de somme à l'exploitation du fabricant et du propriétaire ? Allez donc parler à ces malheureux de liberté. Ils vous répondront : « La liberté, c'est du pain sur la planche. » Nous leur disons : « La liberté, c'est le bien-être ! » Avons-nous tort ? Nous ne parlons ni à des nègres, ni à des compagnons de Spartacus, nous autres, mais à des serfs qui ont les apparences de la liberté au milieu des douleurs de la servitude. Il faut leur faire toucher la plaie du doigt, leur montrer le nœud de l'énigme pour qu'ils le tranchent avec l'épée. Mazzini pourra nous gourmander à l'aise sur l'insurrection des appétits. Il n'y en a jamais d'autre. Mais le fanatisme religieux, dira-t-on, n'est-ce pas un mobile noble et désintéressé ? Les Croisés combattaient pour la vie éternelle, c'est le plus vorace des appétits.

Adieu, mon cher citoyen, vous vouliez mon avis, je vous l'ai donné net et franc quoiqu'un peu long. J'ai d'autant moins dissimulé que j'éprouvais plus de regrets de cette adhésion envoyée à Mazzini. Je vous le dis, en vérité, vous n'êtes pas de son bord, tant s'en faut. Vous l'avez cru ce qu'il n'est pas et vous vous donnez à vous-même des qualifications qui ne sont pas les vôtres. Vous êtes *socialiste-révolutionnaire* ; on ne peut pas être révolutionnaire sans être *socialiste*, et réciproquement. Il y a cependant des *socialistes pacifiques*, gens de cabinet, d'un caractère paisible, dépaysés au milieu des armes et du tumulte et révolutionnaires seulement par les idées. En général, les chefs d'école sont de cette trempe et n'en servent pas moins pour cela la révolution. Mais on ne leur prend que leurs idées et on leur laisse leur tempérament. Quant au socialisme pratique, il n'est d'aucune secte spéciale, d'aucune église. Il prend ce qui lui convient dans chaque système, n'a point d'engouement d'école et veut renverser ce qui existe non

point au hasard ni au profit des intrigues, mais en vertu de principes bien arrêtés avec la ferme résolution de construire l'avenir sur les nouvelles bases que fournira le socialisme éclairé, développé et fixé par les événements.

Nous sommes de cette catégorie, vous et moi, avec les 999 millièmes des socialistes, avec les ouvriers et les paysans, mais pas avec les Montagnards qui se chauffent d'un tout autre bois et s'intitulent, comme Ledru-Rollin, *républicains-révolutionnaires*. Ils vous ont donné leur mesure depuis quatre ans. Je sais ce qu'ils veulent : recommencer Février, pas davantage ; amateurs de législature à vingt-cinq francs par jour, de préfecture à quarante, ou bien de l'hermine, de la grosse épaulette, mais surtout de l'émargement. Si les intrigants parvenaient à rééditer leur mystification de Février, cette fois nous serions bien perdus. Ce nouvel avortement amènerait Nicolas<sup>1</sup> à Paris. Il ne resterait aux survivants qu'à partir pour l'Amérique. Mais à la prochaine révolution, je compte sur les paysans pour escamoter les escamoteurs. Ceux-ci s'en doutent bien, ils ont peur. La peur, voilà la clé de leur conduite dans ces dernières années. Montagne et presse ont une sainte terreur de la canaille. La perspective d'une révolution par la rue leur a toujours donné la chair de poule. Au 31 mai<sup>2</sup>, leur conduite se définit par deux mots : lâcheté et perfidie ! Ils se sentaient entre l'enclume et le marteau, noyés dans la victoire, noyés dans la défaite. Ils ont su très bien manœuvrer pour esquiver la bourrasque et garder leurs vingt-cinq francs.

Allons, il faut en finir. Adieu, encore une fois, et salut fraternel.

---

1. Nicolas I<sup>er</sup>, tsar de 1825 à 1855.

2. La loi électorale du 31 mai 1850 limite le suffrage universel en exigeant des électeurs trois ans de résidence dans le canton.

Elle exclut aussi les condamnés politiques. C'est en partie une loi de circonstance, après que les élections complémentaires de mars avaient vu le succès des démocrates socialistes.